

**Arrêté préfectoral portant enregistrement
en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement
pour la reconstruction de la déchèterie
située sur la commune de ROYAN
de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le Préfet de Charente-Maritime
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu l'annexe III de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

Vu le Code de l'environnement et notamment les articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 10 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel des mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du 30 août 2013 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin Estuaire de la Gironde et milieux associés ;

Vu le plan local d'urbanisme de la ville de Royan modifié approuvé par arrêté préfectoral le 4 avril 2024 ;

Vu le Plan National de Prévention des Déchets 2021-2027 prévu par l'article L. 541-11 du Code de l'environnement ;

Vu le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets adopté le 21 octobre 2019 prévu par l'article L. 541-13 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°94-2242-DIR1/B4 du 19 octobre 1994 portant autorisation d'exploitation d'une déchèterie sur le territoire de la commune de Royan, ZAC rue d'Arsonval, par le Syndicat Intercommunal à vocations multiples du Pays Royannais ;

Vu la demande présentée en date du 28 mai 2025 par la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, dont le siège social est situé 107 avenue de Rochefort à ROYAN (17200), pour l'enregistrement de la reconstruction de la déchèterie sur le territoire de la commune de ROYAN (SIRET n° 241 700 640 00089), complétée le 23 juillet 2025 ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 août 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu l'absence d'observation du public pendant la période de consultation entre le 15 septembre 2025 et le 13 octobre 2025 inclus ;

Vu les avis favorables émis lors des délibérations des conseils municipaux de Royan et Médis ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées daté du 26 novembre 2025 ;

Vu l'avis de la mairie de Royan sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu la communication au pétitionnaire du rapport et des propositions de l'inspection des installations classées susvisé, par courrier électronique du 4 décembre 2025, conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-17 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique du 12 décembre 2025 ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et à l'article L. 211-1 du même code ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, remis dans un état permettant la réaffectation du site à d'autres usages d'activité compatibles avec l'affectation des sols et la réglementation en vigueur ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant la localisation du projet :

- hors zone listée au 2-c de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;

Considérant que la sensibilité du milieu notamment le fait que le site n'est pas localisé dans une zone Natura 2000 ou de sensibilité environnementale particulière ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances ne sont pas susceptibles de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations de la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique, représentée par son président Vincent BARRAUD, dont le siège social est situé 107 route de Rochefort 17200 ROYAN faisant l'objet de la demande susvisée du 28 mai 2025 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de ROYAN (17200), à l'adresse 9 rue d'Arsonval 17200 ROYAN, parcelles 703, 721, 808 et 831 section CI. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

L'exploitant est soumis aux règles de procédures administratives du régime de l'enregistrement pour la gestion de son site.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux antérieurs sont abrogées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Prescriptions concernées	Nature des modifications (abrogation, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral n° 94-2242-DIR1/B4 du 19 octobre 1994	Toutes, sauf l'article 1	Abrogation

ARTICLE 1.1.3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- En haut de quai, dépôt dans 13 bennes dédiées (stationnement en marche arrière) :
 - 1 benne carton
 - 1 benne gravats
 - 1 benne bois
 - 2 bennes végétaux
 - 1 benne REP plâtres
 - 1 benne multi REP plastiques
 - 1 benne multi REP bois
 - 1 benne REP DEA
 - 1 benne métaux
 - 1 benne non valorisables
 - 2 bennes de réserve
- En bas de quai, dépôt dans locaux dédiés (stationnement en marche avant) :
 - un local regroupant les bureaux, vestiaires et sanitaires d'une surface de 63,28 m²
 - 1 local réemploi
 - 1 local multi REP AJB, JJ, ASL (articles jardin et bricolage, jeux et jouets, articles sports et loisirs)
 - 1 local DEEE
 - 1 local pour les piles et ampoules
 - 1 local pour les DMS (déchets ménagers spéciaux) et huiles

A l'entrée du site, une voie d'attente d'environ 40 mètres permet à 6 véhicules avec remorque de patienter avant l'ouverture de la déchèterie ou en cas de très forte affluence.

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique de la nomenclature ICPE	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans l'installation est de : 562 m³	E
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes	La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation est de : 6,3 tonnes	DC

Régime : E (enregistrement) ; DC (déclaration contrôlée)

L'installation soumise à déclaration (DC) annexe de l'activité principale Enregistrement est mentionnée dans le tableau, mais fait l'objet d'une télédéclaration séparée. Elle est nécessaire à l'installation (connexité) ou leur proximité est de nature à en modifier notablement les dangers et inconvénients.

L'exploitant souhaite désormais l'application de la procédure enregistrement pour la gestion administrative du site.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

L'adresse des installations est : 9 rue d'Arsonval 17200 ROYAN.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune d'implantation	Références cadastrales des parcelles	Superficie de la parcelle (m²)	Emprise du projet sur la parcelle
ROYAN	CI 703	1793	1742
	CI 721	1039	1039
	CI 808	1854	1840
	CI 831	2507	1722

Les installations de la déchèterie seront sur une surface totale de 6 343 m².

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est joint en annexe.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande reçue en Préfecture le 28 mai 2025, complétée le 23 juillet 2025.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 mars 2012 modifié susvisé.

CHAPITRE 1.4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.4.1. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article .ARTICLE 1.4.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

CHAPITRE 1.5. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.5.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement (usage industriel), dans un état permettant la réaffectation du site à d'autres usages d'activité compatibles avec l'affectation des sols et la réglementation en vigueur.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des biens et des personnes du site, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et renforcées par celles des articles ci-après.

ARTICLE 2.1.1. STOCKAGE RÉTENTIONS

En complément des prescriptions de l'article 29 de l'arrêté du 26 mars 2012 modifié, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- Le volume des eaux d'extinction incendie à mettre en rétention est de 170 m³. Les eaux d'extinction en cas d'incendie seront retenues en rétention dans le bassin enterré de collecte des eaux pluviales de type SAUL (bassin enterré de type Structure Alvéolaire Ultra Légère) (203 m³) qui est équipé d'une vanne de barrage manuelle.

En cas d'incendie, la vanne de barrage en sortie de la zone de rétention du bassin est fermée, assurant ainsi le confinement des eaux du site. Les eaux confinées font ensuite l'objet d'analyses puis pompage et évacuation vers une filière adaptée.

Un capteur de niveau permet de voir le niveau de remplissage du bassin pour assurer un volume disponible de 170 m³.

ARTICLE 2.1.2. OMBRIÈRES ET PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

Le quai haut est équipé d'ombrières. Les ombrières couvrent la zone de stationnement des usagers et la zone de dépôt en benne. Les usagers et les déchets sont à l'abri des intempéries.

Les ombrières sont équipées de panneaux photovoltaïques. La conception et la mise en œuvre des panneaux photovoltaïques respectent les prescriptions de l'arrêté du 5 février 2020 et son annexe I relative aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement ou déclaration. L'orientation des panneaux tient compte de la servitude de l'aérodrome situé à proximité de la déchèterie.

Les panneaux photovoltaïques couvrent une surface de 373 m² et 259 m².

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-46-24 du Code de l'Environnement :

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement ou de refus est déposée à la mairie de la commune de Royan et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune de Royan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 512-46-11 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L. 514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 514-3-1 du même code, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 3.4. EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la Communauté d'Agglomération Royan Atlantique représentée par son président : Monsieur Vincent BARRAUD.

Copie sera adressée à

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;
- Madame le Maire de la commune de Royan ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **16 DEC. 2025**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'E' followed by a loop and a horizontal stroke.

Emmanuel CAYRON

ANNEXE

Plan des installations



